

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 septembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT

SYCLUM

(Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères de la région de
Morestel)

Chemin des Marais

38110 Saint-Jean-de-Soudain

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 septembre 2023 dans l'établissement SYCLUM situé Chemin des Marais, à 38110 SAINT-JEAN-DE-SOUDAIN.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **ETABLISSEMENT :** SYCLUM (Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères de la région de Morestel)
- **Adresse :** Chemin des Marais, 38110 Saint-Jean-de-Soudain
- **Code AIOT dans GUN :** 0100032270
- **Régime :** E
- **Statut Seveso :** non concerné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
N°2023-1 situation administrative	Article R512-46-1 et Articles R512-47 à R512-54 du code de l'environnement		Lettre de suite préfectorale
N°2023-2 sécurité incendie	Article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/12		Lettre de suite préfectorale
N°2023-4 exploitation d'une borne de collecte des huiles minérales et synthétiques	Point 2.10 des prescriptions techniques applicables (cuvettes de rétention) de l'arrêté préfectoral N°2001-6963 Point 7.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 (rubrique n°2710-1)		Lettre de suite préfectorale
N°2023-5 prévention du risque de chute	Article 27 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2)		Lettre de suite préfectorale
N°2023-6 réception et entreposage des déchets	Article 42 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2)		Lettre de suite préfectorale
N°2023-8 local de stockage des déchets dangereux	Point 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 (rubrique 2710-1)		Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
n°2023-3 entretien du séparateur à hydrocarbures	Article 32 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2)		
n°2023-7 clôture de l'installation	Article 15 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- situation administrative- Référence réglementaire: Article R512-46-1 et Articles R512-47 à R512-54 du code de l'environnement- Délai: 1 mois à compter de la lettre de suite
- sécurité incendie - Référence réglementaire: Article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) Délai: 1 an à compter de la lettre de suite
- exploitation d'une borne de collecte des huiles minérales et synthétiques - Références réglementaires: Point 2.10 des prescriptions techniques applicables (cuvettes de rétention) de l'arrêté préfectoral N°2001-6963 et Point 7.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 (rubrique n°2710-1) – Délai: 3 mois à compter de la lettre de suite
- prévention du risque de chute- Référence réglementaire: Article 27 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) – Délai: 3 mois à compter de la lettre de suite
- réception et entreposage des déchets - Référence réglementaire: Article 42 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) – Délai: 1 mois à compter de la lettre de suite
- local de stockage des déchets dangereux - Référence réglementaire: Point 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 (rubrique 2710-1)– Délai: 1 mois à compter de la lettre de suite

Les autres dispositions contrôlées sont rappelées ci-après:

- entretien du séparateur à hydrocarbures - Référence réglementaire: Article 32 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2)
- clôture de l'installation - Référence réglementaire: Article 15 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 (rubrique 2710-2)

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°2023-1: situation administrative

Références réglementaires : Article R512-46-1 et Articles R512-47 à R512-54 du code de l'environnement
Constats : L'installation bénéficie d'un récépissé de déclaration du 23/11/1989 et d'un arrêté préfectoral (N°2001-6963) du 3/09/2001 de prescriptions techniques. La déchetterie relève uniquement des rubriques 2710-1 et 2710-2. Les déchets réceptionnés spécifiquement sur site sont: des plastiques propres, des gravats, des encombrants, du bois, du plâtre, des végétaux, des menuiseries avec des vitres, des métaux, du mobilier (divers), du mobilier (bois), des cartons, des piles, des huiles, des déchets électriques (D3E), des points d'apports volontaires (verre et emballages), des néons, des ampoules.
Avis de l'inspection des ICPE: Afin d'actualiser la situation administrative de son site, l'exploitant doit préciser la situation administrative de la déchetterie vis-à-vis des rubriques 2710-1 et 2710-2 (avec les volumes d'activités correspondants). Par mail du 24/10/2023, il a déclaré que le volume d'activité susceptible d'être présent au titre de la rubrique 2710-2 (déchets non dangereux) est supérieur à 300 mètres cubes et que le site relève donc du régime de l'enregistrement. À ce titre il doit demander le bénéfice de l'antériorité. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial). Concernant le volume de déchets dangereux susceptible d'être stocké sur le site, l'exploitant doit confirmer qu'il ne dépasse pas les quantités autorisées par son AP de 2001 (N°2001-6963 du 3 septembre 2001).
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai:1 mois

Point de contrôle n°2023-2: sécurité incendie

Références réglementaires : Article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) <i>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3 /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec</i>
--

<p><i>les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur</i></p> <p><i>Point 4.2 de l'arrêté préfectoral N°2001-6963 du 3/09/2001</i></p> <p><i>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:</i></p> <p><i>d'un ou de plusieurs appareil d'incendie (bouches, poteaux,...)publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus de l'installation ou des points d'eau, bassins, citernes, etc.... d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 16 octobre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées l'indisponibilité (lors de mesures qui ont eu lieu en 2021) des débits à 1 bar des poteaux incendie qui se situent autour de la déchetterie (poteaux incendie n°31 et n°32 dans la rue des Saules et le Chemin des Marais).</p> <p>Il a été constaté que tous les points de la déchetterie ne sont pas à 100 mètres d'un appareil permettant de lutter contre l'incendie comme prescrit par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/12. Or, comme indiqué au constat n°1, la déchetterie existait avant la parution des arrêtés ministériels des 26/03/12 et 27/03/12 (existence d'un récépissé de déclaration du 23/11/1989 et d'un arrêté préfectoral (n°2001-6963 du 3/09/2001) . L'arrêté préfectoral n°2001-6963 autorise notamment l'exploitant à disposer d'un poteau incendie à 200 mètres au plus de son installation. Cependant, l'arrêté ministériel du 26/03/12 applicable aux installations existantes a complété les dispositions qui s'appliquent et une distance de 100 mètres de tout point de la limite de l'installation est requise.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs fait entretenir son parc d'extincteurs par la société DESAUTEL le 30/08/2023. le rapport ne comporte pas de non-conformité.</p>
<p>Avis de l'inspection des ICPE: non-conformité. Le site dispose d'un arrêté préfectoral (n°2001-6963 du 3/09/2001) antérieur à l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) qui l'autorise à disposer d'un poteau incendie à 200 mètres mais l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) est applicable aux installations existantes depuis le 01/01/2013. L'exploitant doit donc faire le nécessaire pour satisfaire aux exigences de cet article.</p>
<p>Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai: 1 an (ajout d'un poteau incendie ou d'une réserve supplémentaire)</p>

Point de contrôle n°2023-3: entretien du séparateur à hydrocarbures

<p>Références réglementaires : Article 32 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2)</p> <p><i>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats : l'entretien du séparateur d'hydrocarbures a été effectué le 15/09/2023 par la société AOSTE VIDANGE.</p>
<p>Avis de l'inspection des ICPE: conforme</p>
<p>Proposition de suites : sans suite</p>

Point de contrôle n°2023-4: exploitation d'une borne de collecte des huiles minérales et synthétiques

Références réglementaires :

Point 2.10 des prescriptions techniques applicables (cuvettes de rétention) de l'arrêté préfectoral N°2001-6963

Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même capacité de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

Constats :

Les huiles minérales et synthétiques sont collectées dans une cuve "Manergo" de matricule 06.6742ILS. La borne d'apport est accessible en haut de quai et est protégée des intempéries. Il a été constaté:

- l'absence de jauge dans la cuve "Manergo" de stockage des huiles minérales et synthétiques.
- l'absence de borne de protection de la cuve de stockage des huiles minérales et synthétiques.
- la présence d'huile noire dans la rétention bétonnée de la cuve "Manergo"
- la possibilité d'accès à la rétention de la cuve "Manergo" par le bas de la plateforme (selon l'agent de la déchetterie, les usagers déversent de l'huile minérale dans la rétention "quand il est lui-même occupé ailleurs").
- la présence d'absorbant et la présence de l'interdiction de déversement d'huiles végétale dans la cuve "Manergo"

Avis de l'inspection des ICPE: non-conformités. L'exploitant doit remettre son installation en conformité avec le Point 2.10 des prescriptions techniques applicables (cuvettes de rétention) de l'arrêté préfectoral du 3/09/2001 à savoir:

- procéder à la vidange de la rétention bétonnée de la cuve "Manergo"
- s'assurer de l'étanchéité de la rétention bétonnée de la cuve "Manergo" (revêtement étanche)
- rendre l'accès à la rétention de la cuve "Manergo" (bas de la plateforme) impossible aux usagers.
- installer une jauge de niveau dans la cuve "Manergo"

Il lui est aussi recommandé de prendre en compte le point 7.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 (rubrique n°2710-1) à savoir:

- installer une borne de protection pour la cuve "Manergo"

Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai:3 mois

Point de contrôle n°2023-5: prévention du risque de chute

Références réglementaires : Article 27 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) <i>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones.</i>
Constats : absence de panneaux matérialisant le risque de chute. Les gardes corps sont présents.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conformité. L'exploitant doit installer des panneaux signalant le risque de chute.
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai: 3 mois

Point de contrôle n°2023-6: réception et entreposage des déchets

Références réglementaires : Article 42 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 (rubrique n° 2710-2) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement <i>Admission des déchets. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. I. - Réception et entreposage. Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public</i>
Constats : Le jour de l'inspection, le tri était fait correctement sur la déchetterie. L'exploitant a déclaré que l'affichage allait être repris. En effet, il a été constaté le 28/09/2023: <ul style="list-style-type: none">- la présence de panneaux signalétiques manquants (benne pneus)- la présence d'un panneau inopérant (benne cartons)- la présence d'une benne de secours accessible sur le haut de quai, mais non utilisable par les usagers d'après l'exploitant. Cette benne nécessite une interdiction visuelle de déversement de déchets pour les usagées- des "piles de clôture" usagées étaient stockés sur une palette exposées aux intempéries. L'exploitant a indiqué que la palette présente est fournie par l'éco-organisme COREPILE et qu'il n'est pas prévu actuellement de bennes fermées pour ce type de déchets (risque de déversement d'électrolytes dans les égouts)
Avis de l'inspection des ICPE: non conformités. L'exploitant doit résoudre les non-conformités mentionnées ci-dessus concernant les stockages de déchets sur la déchetterie.
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai: 1 mois

Point de contrôle n°2023-7: clôture de l'installation

Références réglementaires : Article 15 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 (rubrique n° 2710-2) <i>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</i>
Constats : La clôture était en bon état le jour de l'inspection et les horaires sont affichés à l'entrée.
Avis de l'inspection des ICPE: conforme
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle n°2023-8: local de stockage des déchets dangereux

Références réglementaires : points 3.2.1 et 4.7 des prescriptions techniques applicables (Consignes de sécurité) de l'arrêté préfectoral N°2001-6963 point 3.2.1: <i>....Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux ou aires de stockages des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles)...</i> point 4.7: <i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer:</i> <ul style="list-style-type: none">- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux,- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point 4.5- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Dans le local de déchets dangereux, des panneaux sont manquants (EPI, interdiction de fumer, consignes) et interdiction d'accès au public à l'entrée de la partie "éco organismes" du local.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conformités. L'exploitant doit afficher les documents manquants dans le local de déchets dangereux.
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai: 1 mois